

**Lusaka, Zambie, 12 octobre (Infosplusgabon) - Le retrait des Etats-unis de l'Accord de Paris va avoir des implications énormes sur l'appui américain au financement des actions pour le climat dans les pays en développement, a révélé James Murombedzi, le coordonnateur du Centre africain pour la politique en matière de climat (Capc) de la Commission économique pour l'Afrique (Cea).**

M. Murombedzi a noté qu'en se joignant aux autres pays en 2015 à la promesse de limiter les émissions de dioxyde de carbone et des autres gaz à effet de serre, les Etats-unis étaient en première ligne.

Il a cependant estimé que la récente annonce par l'Administration Trump du retrait des Etats-unis de l'Accord de Paris, le deuxième plus gros émetteur de gaz à effet de serre renonçait à ses responsabilités et engagements.

M. Murombedzi a fait ces déclarations lors d'une communication sur les implications du retrait américain de l'Accord de Paris au cours d'une conférence à Addis-Abeba.

En tant que leader de l'économie mondiale et de l'innovation technologique, les Etats-unis avaient promis trois milliards de dollars au Fonds vert pour le climat et devait être à l'avant-garde des efforts pour développer les moyens de limiter les impacts du changement

climatique et rendre les communautés plus résilientes à ce phénomène.

"Ainsi, ce retrait n'est pas seulement synonyme d'impacts potentiels des émissions de gaz à effet de serre sur l'environnement mondiale, mais aura également des implications sur le financement des actions en faveur du climat dans les pays en développement", a déclaré M. Murombedzi dans un communiqué publié par la Cea ce jeudi.

Le retrait des Etats-unis de cet accord est motivé, du moins en partie, par les intérêts puissants du lobby des énergies fossiles qui veut tirer plus de bénéfices de ses investissements dans ces énergies, a-t-il affirmé, en ajoutant que par ce retrait, l'administration Trump s'engageait à repousser des règles environnementales "destructrices d'emplois" et à sauver les emplois générés par les énergies fossiles.

Il a ajouté que l'Accord de Paris devait identifier les mécanismes pour obliger les pays à réduire leur dépendance aux énergies fossiles, en réduisant les subventions de ces énergies.

Selon M. Murombedzi, un des principaux défis de la gouvernance climatique est la notion de justice qui est généralement occultée dans tous les cadres de développement majeurs.

FIN/INFOSPLUSGABON/OPL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon